



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



RAPPORT ANNUEL

Institut national
de la jeunesse
et de l'éducation
populaire

jeunesse
éducation populaire
vie associative
sport







SOMMAIRE

Éditorial	p. 5
Faits marquants	p. 6
L'INJEP en chiffres	p. 8
1. Nos thématiques d'intervention	p.11
• Jeunesse et politiques de jeunesse • Engagement des jeunes • Vie associative • Éducation populaire • Sports et pratiques sportives	- p.12 p. 16 p. 18 - p.20 - p.22
2. Expérimentations et recherche	p. 24
• Expérimentation et évaluation • Soutien à la recherche • Documentation, valorisation et diffusion	p. 26 p. 28 p. 30
3. Organisation	p. 32
• CSO : renforcer les liens avec les partenaires • Les partenaires de l'INJEP • Les équipes de l'INJEP	p. 34 p. 36 p. 38



ÉDITORIAL

Par Augustin Vicard (directeur)

L'année 2022 a été marquée, comme les précédentes, par une succession de crises, au travers de la poursuite de la pandémie en début d'année ou de la crise énergétique et inflationniste liée à la guerre en Ukraine. Notre institut, dans ce contexte, a réalisé ce que nous savons faire de mieux : documenter les effets de la situation économique et sociale sur la jeunesse, la pratique et les clubs sportifs, les associations et les mouvements d'éducation populaire, afin d'établir des bases solides de réflexion et d'action pour les pouvoirs publics et les acteurs et actrices de terrain.

Nous avons ainsi pointé plusieurs signaux préoccupants, comme l'impact durable de la crise sanitaire et des confinements successifs sur le moral des jeunes femmes ou sur le sentiment de solitude de nombreux jeunes. Nous avons également objectivé les difficultés de redémarrage des clubs sportifs, particulièrement dans les activités d'intérieur ou nécessitant des contacts rapprochés, les plus affectées par la pandémie. Nous avons enfin montré que les départs en colonie de vacances sont encore inférieurs d'un huitième à leur niveau pré-crise.

"NOUS AVONS AINSI POINTÉ PLUSIEURS SIGNAUX PRÉOCCUPANTS, COMME L'IMPACT DURABLE DE LA CRISE SANITAIRE ET DES CONFINEMENTS SUCCESSIFS SUR LE MORAL DES JEUNES FEMMES OU SUR LE SENTIMENT DE SOLITUDE DE NOMBREUX JEUNES"

Heureusement, l'année 2022 a aussi montré des signaux plus encourageants : un niveau d'emploi dans les associations qui est plus élevé qu'avant la crise ; une pratique sportive qui a plus que rebondi et s'est transformée, avec davantage de séances de sport à domicile et moins dans les structures sportives ; et enfin, une insertion professionnelle moins difficile pour les jeunes.

L'INJEP a également poursuivi en 2022 plusieurs dynamiques amorcées au cours des dernières années et inscrites dans notre projet de service. L'Institut a ainsi participé à l'évaluation de plusieurs politiques structurantes afin de guider l'action publique, à la fois dans le champ de la jeunesse (Cités éducatives ou Service national universel) et du sport (Pass'Sport, Deux heures de sport en plus au collège). Il a continué à lancer de nouvelles enquêtes, qualitatives comme quantitatives, à consolider son fonds documentaire, et à soutenir la recherche en sciences sociales au travers de deux appels à projets et du lancement de son premier *Prix de thèse*.

La qualité et la pertinence de nos travaux doivent beaucoup aux nombreux échanges avec nos partenaires, rassemblés notamment au sein de notre Conseil scientifique et d'orientation. Ils n'auraient surtout pas pu voir le jour sans la mobilisation sans faille des équipes de l'Institut, toutes et tous attachés à produire des études utiles au débat public, en toute indépendance, et d'en assurer l'accessibilité à un large public à travers des formats variés.

Je suis sûr que vous en serez aussi convaincu que moi en feuilletant ce rapport d'activité, dont je vous souhaite une excellente lecture.

FAITS MARQUANTS

JANVIER

Rendez-vous de la Doc'

Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2021. "Le moral des jeunes fortement affecté par la crise sanitaire"



MARS

Conférence-débat

Jeunesses. D'une crise à l'autre.



FÉVRIER Rapport

Trajectoires et socialisations des jeunes aidants.



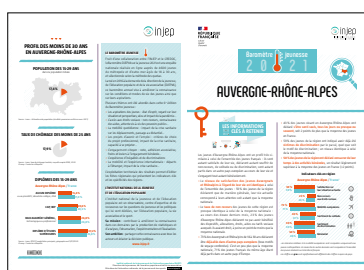
JUILLET Publication

Fiches régionales de la jeunesse 2021



SEPTEMBRE Appel à projets

Lancement de l'appel à projets de recherche sur le logement des jeunes.



AOÛT Enquête

Les missions d'intérêt général du Service national universel.



ANNÉE 2022



MAI Web-conférence

Premiers enseignements de l'évaluation nationale des cités éducatives.



AVRIL

INJEP analyses & synthèses n°57

Développer les compétences socio-comportementales des élèves;



JUIN

Enquête

Lancement de l'enquête de terrain pour le Baromètre sport 2022;

NOVEMBRE Forum Franco-Québécois

Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen ?



OCTOBRE

Jury national de sélection

Projets du Fonds d'expérimentations pour la jeunesse - APDOM 7.



DÉCEMBRE

Prix de thèse 2022

Remise du Prix de thèse de l'INJEP;

L'INJEP EN CHIFFRES

51 publications sur la jeunesse, la vie associative, l'éducation populaire et le sport

20 082 personnes sollicitées via nos enquêtes statistiques

54 039 documents (dont **14 621** numériques) composant le fonds documentaire

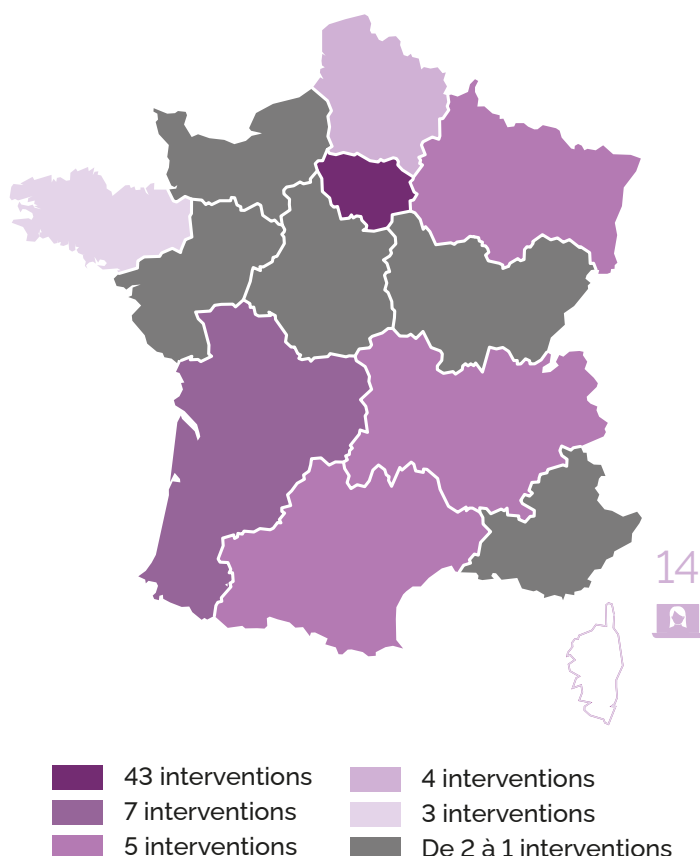
1,7 M€

pour financer et évaluer des projets sur le terrain pour les jeunes, via le Fonds d'expérimentation jeunesse

28 projets expérimentaux en cours soutenus par le Fonds d'expérimentation pour la jeunesse

Des interventions sur tout le territoire

pour présenter l'expertise INJEP



Canada



Belgique

Soit 84 interventions extérieures dont 14 en visio



Les chiffres-clés

de la réception des publics

1 512 participants aux événements

682 retombées presse pour nos publications et événements

6 252 abonnés à la lettre hebdomadaire *INJEP veille & actus*

20 328 abonnés à nos réseaux sociaux

Nombre de consultations numériques :

► Base Télémaque : **221 357**, dont **73 231 consultations** de notices

► Observatoire carto-stats : **4 080**

► Site internet INJEP : **86 144 visiteurs uniques**

12 600 vues sur Youtube

Podium des top tweets

INJEP @injep.fr - 2 juillet

"Chiffres à la une", *INJEP analyses & synthèses* n° 58.

82 % des collégiens envisagent de devenir bénévoles dans une association.

INJEP @injep.fr - 22 novembre

INJEP analyses & synthèses n°62. Le vote et l'abstention des jeunes au prisme de leurs valeurs et de leur situation sociale.

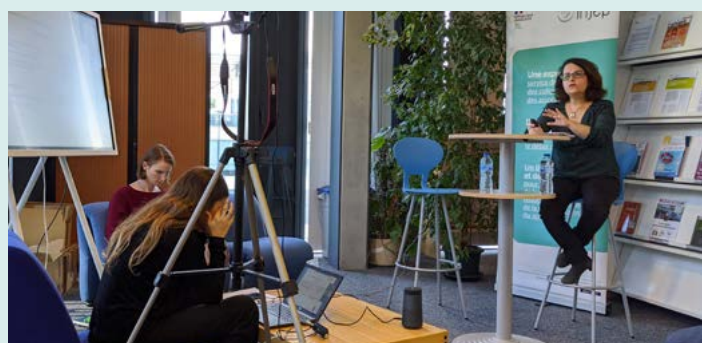
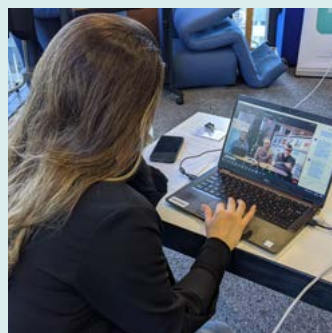
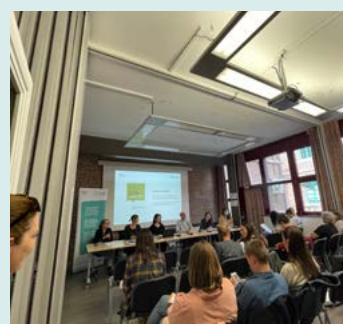
Les élections présidentielles de 2022 ont permis de mettre à jour les éléments de connaissance sur l'état des relations entre les jeunes et les institutions.

INJEP @injep.fr - 26 mars
Fiche "Repères" 59

Cette fiche présente un tour d'horizon des liens entre pratiques sportives et santé : la santé comme motivation, l'état de santé des sportifs, les problèmes de sommeil et d'addiction chez les sportifs et non-sportifs.



Nos thématiques d'intervention





JEUNESSE ET

POLITIQUES DE JEUNESSE

La jeunesse est une thématique de travail majeure de l'INJEP. L'institut s'intéresse à toutes les dimensions du parcours de vie des jeunes : éducation formelle et non formelle, insertion professionnelle et sociale, engagement associatif et citoyen, santé, sexualité, pratiques sportives, culturelles et numériques, logement... L'INJEP analyse également les politiques de jeunesse, au plan national comme dans les territoires, et publie les *Chiffres clés de la Jeunesse*. L'institut produit enfin régulièrement des enquêtes statistiques et pilote le *Baromètre annuel DJEPVA sur la jeunesse*.

Le logement : un défi pour les jeunes

En 2022, les travaux de l'INJEP sur le logement des jeunes ont particulièrement porté sur la question de la précarité des jeunes en rupture de logement, qui les conduit à naviguer entre urgence et non-recours. L'INJEP a notamment lancé un appel à projets de recherche pour analyser les inégalités d'accès au logement des jeunes et leurs trajectoires résidentielles, et a publié une étude sur le non-recours des jeunes en rupture de logement et les habitants de foyers de jeunes travailleurs.

AGIR SUR LE NON-RECOURS DES JEUNES EN RUPTURE DE LOGEMENT

Portant sur un dispositif expérimental pionnier de lutte contre le non-recours mis en œuvre par un centre communal d'action sociale (CCAS), l'étude met en lumière les effets d'une action publique centrée sur l'aide à l'hébergement, dont l'objectif est d'intervenir en prévention ou en soutien des ruptures de parcours des jeunes âgés de 18 à 25 ans. La présentation détaillée de quatre parcours de jeunes ayant bénéficié du dispositif permet de rendre compte des situations de précarité vécues, puis d'éclairer l'importance du logement dans les processus d'autonomisation, en montrant notamment de quelle façon **la précarité résidentielle déstabilise les parcours d'insertion**.

Les professionnels comme les jeunes mettent en évidence **les effets de sécurisation des parcours d'insertion du dispositif** lorsqu'il permet de faciliter l'accès rapide à un hébergement temporaire pour les personnes en situation d'urgence, soulignant combien la lutte contre la précarité

résidentielle est une clé importante de l'insertion socioprofessionnelle. Les professionnels valorisent la dynamique partenariale et professionnelle alimentée par le dispositif, mais dénoncent principalement les risques en termes de saturation. En raison de la perception du caractère indispensable et décisif de l'intervention du dispositif sur leur parcours, les jeunes affirment n'avoir quasiment aucune critique à formuler. Une analyse plus globale sous l'angle du non-recours montre cependant qu'en l'état des moyens et des modes de fonctionnement, **le dispositif est lui-même rattrapé par certaines logiques de non-recours**. La principale problématique est liée au caractère expérimental qui de fait facilite l'accès aux droits pour quelques dizaines de jeunes chaque année, alors que de nombreux autres continuent de subir les limites et les défaillances du droit commun.

LE CAS DES JEUNES HABITANT EN FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS

Les jeunes de 16 à 30 ans hébergés en foyer de jeunes travailleurs sont le plus souvent en emploi ou en formation, majoritairement de jeunes hommes âgés d'une vingtaine d'années, issus de cursus scolaires courts et professionnels. Ils sont souvent issus des classes populaires et disposent de ressources économiques modestes. Cependant, au-delà de ce portrait-type, deux profils peuvent être distingués, ceux inscrits dans des situations socio-économiques très précaires et d'autres relevant de situations plus stabilisées. Pour les premiers, l'hébergement et l'accompagnement en foyer représentent la prise en charge d'une situation d'«urgence sociale». Pour les seconds, c'est un «coup de pouce» afin d'accéder à un hébergement et à un emploi à la hauteur de leurs attentes et de leur diplôme.



Conférence-débat
"Politiques locales de jeunesse"
– Rennes, octobre 2022

Le moral des jeunes face aux crises successives

L'édition 2022 du *Baromètre DJEPVA sur la jeunesse* dépeint une jeunesse française durement éprouvée par les deux ans de pandémie : insertion professionnelle ralentie, perte de liens sociaux dans une période de la vie où ceux-ci sont essentiels, dégradation de la santé psychique. Pour autant, en mars-avril 2022, alors que le virus semble moins menaçant, mais que débute la guerre en Ukraine, le moral des 18-30 ans s'améliore. Les jeunes Français portent un regard plus positif sur leur vie actuelle et leurs perspectives. Au-delà de l'effet du retour à la vie normale, la reprise du marché du travail semble nourrir ce regain d'optimisme. Quelques stigmates de la crise sanitaire subsistent toutefois, comme un sentiment de solitude diffus plus fréquent qu'avant la crise sanitaire, avec 36 % des jeunes qui se sentent de temps en temps seuls.

Autre constat marquant, l'engagement citoyen des jeunes se renforce. La participation bénévole des jeunes à une association ou à une autre organisation atteint son plus haut niveau depuis 2016 : selon la définition très large retenue dans le

baromètre de la jeunesse, 51 % des jeunes déclarent en effet donner bénévolement de leur temps au moins à un moment de l'année, soit une progression de 16 points par rapport à 2021 et de 6 points par rapport à 2020, avant la pandémie. Cette progression est partiellement liée à celle de l'engagement citoyen et politique, dans un contexte d'année électorale. Ainsi, les jeunes déclarent le niveau d'adhésion à un parti politique le plus haut observé depuis le début de la série en 2018.

Jeunesse et territoires : quelle articulation entre département et région ?

L'INJEP développe un programme de recherche visant à mieux comprendre comment se structure la prise en compte des jeunes par les collectivités territoriales et leurs groupements, en lien avec les services déconcentrés de l'État et les acteurs associatifs. L'analyse porte sur les compétences sectorielles, les dynamiques transversales et partenariales, ainsi que les logiques d'articulation entre les différentes échelles de l'action publique. Il s'inscrit dans un contexte de recomposition de l'action publique, marqué par le redécoupage des périmètres régionaux et intercommunaux, l'évolution de la répartition des

Toutes nos publications sur la jeunesse



DONNÉES ET REPÈRES

- Un an de politiques de jeunesse 2021
- Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2021
- Fiches régionales de la jeunesse 2021

JEUNESSE ET TERRITOIRES

- Les politiques de jeunesse des conseils départementaux
- Une analyse croisée de deux monographies de territoire
- La jeunesse dans les politiques des conseils départementaux
- Un enjeu de coordination au défi de la fragmentation des interventions
- Les politiques de jeunesse des conseils régionaux : politiques sectorielles, dynamiques transversales et gouvernance partenariale
- La jeunesse dans les politiques locales : échelons de décision et partenariats
- Mobilité européenne et internationale des jeunes : enjeux et dispositifs
- Les jeunes et l'Union européenne

CONDITIONS DE VIE

- Jeunesses - D'une crise à l'autre
- Habiter en foyer de jeunes travailleurs
- Agir sur le non-recours des jeunes en rupture de logement
- Apports et limites d'un dispositif de lutte contre le non-recours
- Habiter en foyer de jeunes travailleurs

MORAL ET BIEN-ÊTRE

- Le moral des jeunes fortement affecté par la crise sanitaire
- Baromètre Jeunesse 2022 - Regain d'optimisme des jeunes en 2022 après deux ans de pandémie
- Moral, état d'esprit et engagement citoyen des jeunes en 2022
- Résultats du baromètre DJEPVA sur la jeunesse

JEUNES VULNÉRABLES ET DISCRIMINATIONS

- Parcours de jeunes en institutions
- Trajectoires et socialisations des jeunes aidantes
- Les "têtes de quartier" - Enquête sur des figures d'intellectualité en milieux populaires
- L'homosexualité à l'épreuve de la mobilité internationale. Une enquête exploratoire sur les jeunes gays et lesbiennes chinois.es qui vivent en France
- Construction des féminités et des masculinités juvéniles dans le sport

ÉDUCATION ET EXTRA-SCOLAIRE

- Temps et activités péri et extrascolaires : quelle satisfaction des parents, quels freins d'accès, quel impact de la crise ?
- Évaluation nationale des cités éducatives - Premiers enseignements sur l'appropriation du programme en matière de continuité éducative, d'orientation-insertion et de relation avec les familles
- Évaluation nationale des cités éducatives
- Développer les compétences socio-comportementales des élèves
- Un levier pour améliorer les résultats scolaires dans les collèges défavorisés

- Coll. INJEP notes & rapports
- INJEP analyses & synthèses
- Fiches régionales / repères
- Repères bibliographiques
- Agora débats/jeunesses
- Parutions extérieures

compétences, ou encore, la réforme de l'organisation territoriale de l'État.

MALGRÉ LE CHEF DE FILÂT DES CONSEILS RÉGIONAUX...

En 2019, l'INJEP a lancé une étude sur la prise en compte des jeunes dans les **politiques des conseils régionaux**, dans le sillage de la loi égalité et citoyenneté de janvier 2017, qui les désigne comme « chefs de file » en matière de « politique de la jeunesse », et qui instaure un processus de « dialogue structuré » à l'échelle régionale. Cette étude analyse tout d'abord **les évolutions dans le temps du périmètre d'intervention des conseils régionaux en direction des jeunes**. Trois principaux mouvements sont ainsi repérés. Le premier est un mouvement de consolidation continu de la compétence des conseils régionaux en matière de gestion des lycées. Un second se traduit par la structuration, plus récente, d'un nouveau champ d'intervention relatif à l'orientation scolaire et professionnelle des jeunes. Un troisième se caractérise par un affaiblissement en matière de formation professionnelle. Ce rapport observe également comment les conseils régionaux développent des **dynamiques transversales de prise en compte des jeunes**. Celles-ci se matérialisent à travers le développement d'une offre et de dispositifs, tels que les conseils régionaux de jeunes et les applications mobiles dédiées.

Concernant le « dialogue structuré », le rapport fait apparaître **plusieurs modalités de gouvernance des politiques de jeunesse** au niveau régional. Un premier type de gouvernance repose sur la mise en place d'une logique de co-élaboration des orientations stratégiques. Un second repose sur une logique d'affirmation institutionnelle du conseil régional. Enfin, dans certains cas, le conseil régional fait le choix de ne pas se positionner comme animateur.

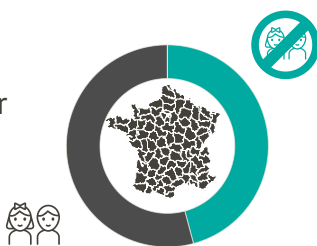
... LE RÔLE DES CONSEILS DÉPARTEMENTAUX D'ÉDUCATION CENTRAL

L'INJEP a aussi mené une étude sur les **politiques portées par les conseils départementaux**. L'étude s'attache à identifier comment s'organise, au sein des conseils départementaux, la prise en charge des jeunes, envisagés de manière large à travers une tranche d'âge allant de 11 à 30 ans. Dans cette perspective, un premier niveau d'analyse permet de souligner **l'importante fragmentation de la prise en charge des jeunes** au sein des conseils départementaux observés, qui se répartit principalement entre les services chargés des compétences sociales, ceux chargés des compétences éducatives et ceux chargés de la jeunesse. Face à cette fragmentation, les conseils départementaux se trouvent confrontés à **l'enjeu de construire des articulations** entre ces secteurs d'intervention tant en interne que dans le cadre du partenariat avec les acteurs institutionnels et associatifs du territoire.

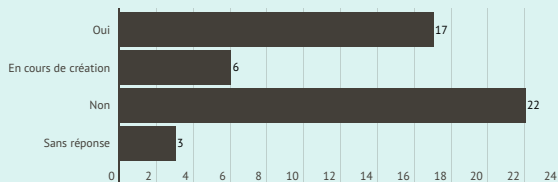
Nos chiffres-clés sur les politiques départementales de jeunesse



22 conseils départementaux sur
48 répondants ne disposent pas
d'instance de coordination en
matière de jeunesse



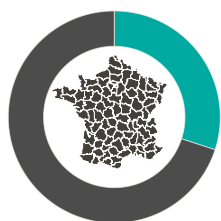
Au niveau administratif,
disposez-vous d'une ou
plusieurs instances de
coordination sur les enjeux
de jeunesse ?



Sources : INJEP/ADF - Enquête en ligne auprès des conseils départementaux et collectivités adhérentes à l'ADF administrée en juin 2021.

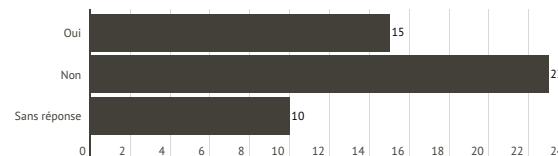
Champ : conseils départementaux et collectivités adhérentes à l'ADF ayant répondu à l'enquête (48/102).

Note de lecture : 17 conseils départementaux, parmi les répondants, déclarent disposer d'une ou de plusieurs instances de coordination sur les enjeux relatifs à la jeunesse.



1/3 des conseils
départementaux
disposent d'un agent chargé
d'animer la coordination interne

Un agent est-il
spécifiquement chargé
d'animer la coordination
interne ?



Sources : INJEP/ADF - Enquête en ligne auprès des conseils départementaux et collectivités adhérentes à l'ADF administrée en juin 2021.

Champ : conseils départementaux et collectivités adhérentes à l'ADF ayant répondu à l'enquête (48/102).

Note de lecture : 23 conseils départementaux, parmi les répondants, déclarent ne pas disposer d'un agent spécifiquement chargé d'animer la coordination interne.

Un Agora débats / jeunesses sur les politiques locales de jeunesse



► Les élections municipales de 1996 ont constitué un tournant majeur pour les politiques locales de la jeunesse : elles ont été l'occasion de la nomination de nombreux·ses élu·es à la jeunesse qui ont contribué à l'instauration de politiques municipales de la jeunesse, labellisées comme telles. Vingt-cinq ans après, le numéro n°92 de la revue académique de l'INJEP (Agora débats / jeunesses) propose de s'interroger sur les inévitables évolutions qu'ont connues ces politiques aussi bien au niveau municipal, intercommunal, départemental que régional. Les articles analysent certaines tendances actuelles et montrent comment ces politiques se sont amplement développées, complexifiées, affinées. Cependant, s'ils soulignent tous l'existence de nombreuses innovations, ils pointent aussi une mise en œuvre souvent en butte à des hésitations dues à la complexité des partenariats, des dispositifs techniques et aux affrontements normatifs des différents acteurs engagés.

On *retiendra*

Dans le domaine de la jeunesse,
l'INJEP a

► Édité

3

numéros d'Agora
débat / jeunesses

7 RAPPORTS D'ÉTUDES

portant sur les politiques territoriales
de jeunesse, les jeunes aidants, les
jeunes des quartiers populaires, le
non recours des jeunes en rupture
de logement, etc...

**Le Baromètre DJEPVA
sur la jeunesse**

5

fiches de repères
bibliographiques

dont 1 an de politiques de
jeunesse

► Organisé

9 CONFÉRENCES

réunissant

971

participants

ET TOTALISANT 1144 VUES

1 forum

franco-québécois

► Évalué

15 CITÉS ÉDUCATIVES

les séjours de cohésion du Service
national universel accueillant

32 000 jeunes

ENGAGEMENT

DES JEUNES

L'INJEP travaille depuis longtemps sur l'engagement citoyen et la participation politique des jeunes. En 2022, l'institut a investi cette question en diversifiant les thématiques (bénévolat, vote, SNU, Service civique), les terrains d'enquête (engagement associatif, institutionnel, alternatif, protestataire), les méthodes (qualitatives, quantitatives, mixtes), les partenariats et les formats de diffusion (baromètre, rapports, ouvrages, données, événements).

Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen ?

Le 17 novembre 2022 se tenait à Paris le forum franco-québécois « Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen ? » organisé par l'INJEP et le Secrétariat à la jeunesse au Québec (SAJ) en partenariat avec la Chaire réseau-recherche sur la jeunesse du Québec (CRJ). Cette journée d'échanges et de réflexions a été l'occasion de donner la parole à une multitude d'acteurs français et québécois : chercheurs, jeunes engagés, acteurs issus de la société civile et décideurs publics. **Cette journée se structurait autour de trois tables rondes, chacune conçue autour de trois dimensions : institutionnelle, citoyenne et scientifique. Des plaidoiries de jeunes lauréat.e.s du concours Eloquentia ainsi que la projection d'un court-métrage réalisé par de jeunes québécois.e.s ont ponctué différents moments du forum.**

Comprendre le vote et l'abstention des jeunes

Le rapport au vote et les choix électoraux des jeunes ont été particulièrement scrutés lors de l'élection présidentielle de 2022. La forte abstention a amené à s'interroger sur leur intégration et leur rapport à la vie politique institutionnelle. L'enquête post-électorale Youngelect 2022, menée en partenariat avec le Centre Emile Durkheim, met en lumière les spécificités du vote des jeunes et les explique. Les choix électoraux des jeunes votants se sont davantage portés sur les candidats de la gauche radicale et de l'extrême droite, alors que sur l'ensemble du corps électoral, ces élections tendent à révéler une tripartition du paysage politique. Enfin, **ces scrutins mettent en évidence**

des lignes de clivage dans les comportements de vote au sein d'une même génération, selon les valeurs des jeunes, leurs difficultés spécifiques, leurs territoires de vie et leurs caractéristiques sociales.

Poursuite de l'évaluation du SNU

Depuis 2019, l'INJEP mène l'évaluation du Service national universel (SNU). Après une phase de préfiguration, le SNU a été étendu en 2021 à l'ensemble du territoire. La montée en charge s'est poursuivie en 2022, avec l'organisation de trois « séjours de cohésion » successifs en février, juin et juillet. L'INJEP a poursuivi l'évaluation avec une enquête qualitative en février, une enquête quantitative par questionnaires en juin et juillet, et une enquête en ligne portant sur les missions d'intérêt général (MIG) réalisées entre l'été 2021 et l'été 2022 par les participants de 2021.

La première a permis de mieux comprendre les effets induits par l'organisation opérationnelle et pédagogique d'un séjour en hiver et sur le temps scolaire, et d'approfondir les motivations et le vécu du séjour par les participants.

L'enquête sur les MIG a permis de montrer que plus d'un an après ces séjours, 69 % des jeunes ont commencé ou terminé leur MIG. Près d'une MIG sur deux a été réalisée dans les « corps en uniforme » (armée, police, gendarmerie ou pompiers), un tiers dans les associations et un sixième dans les collectivités territoriales ou établissements publics. **On peut distinguer cinq types de MIG attirant des profils spécifiques de participants, et qui diffèrent au regard des activités réalisées et des structures d'accueil :** les missions militaires, dans un autre corps en uniforme, d'animation (le plus souvent auprès d'enfants), d'aide et d'accueil, et enfin caritatives. Les missions réalisées dans un corps en uniforme répondent davantage que les autres aux attentes des jeunes participants, en particulier ceux qui s'orientent vers des professions dans ces corps de métier.

Nos chiffres-clés sur les missions d'intérêt général (SNU)

En septembre 2022, plus d'un an après les séjours de cohésion

62 % des participants

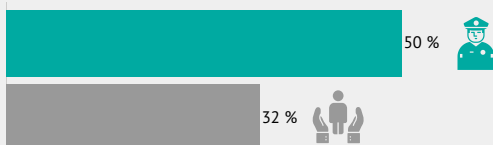
au service national universel ont terminé la mission d'intérêt général (MIG)

7 % sont en train de l'effectuer | **6 %** ont une MIG planifiée | **26 %** n'ont pas de projet de MIG

38 % des jeunes scolarisés en voie professionnelle n'ont pas de projets de MIG
contre
23 % des élèves des voies générales et technologiques



50 % des MIG réalisées ont été accueillies dans les corps en uniforme
contre
32 % dans des associations



Toutes les publications de l'INJEP sur l'engagement



- Déploiement du SNU sur l'ensemble du territoire français en 2021 - Enseignements de l'évaluation des séjours de cohésion
- Déploiement du SNU sur l'ensemble du territoire français - Enseignements de l'évaluation des séjours de cohésion de février 2022
- SNU - Séjours de cohésion 2022 : des motivations et expériences vécues plurielles

SERVICE CIVIQUE

- Données statistiques Base ELISA 2020 : bénéficiaires et missions de Service civique
- Données statistiques Base ELISA 2021 : bénéficiaires et missions de Service civique
- Le service civique en chiffres

PARTICIPATION ET ENGAGEMENT DES JEUNES

- Jeunes et déjà maires - Le prix de l'engagement dans la politique municipale
- Le vote et l'abstention des jeunes au prisme de leurs valeurs et de leur situation sociale - Elections présidentielles 2022
- Quatre collégiens sur cinq envisagent de devenir bénévoles dans une association

- Coll. INJEP notes & rapports
- INJEP analyses & synthèses
- Mises en ligne statistiques

- Fiches "Repères"
- Parutions extérieures

On *retiendra*

Dans le champ de l'engagement
l'INJEP a

► Edité

9 publications
dont un ouvrage en partenariat (Jeunes et déjà maires - Le prix de l'engagement dans la politique municipale)

► Organisé

1 WEB CONFÉRENCE

sur l'évaluation du **Service national universel**

1 forum franco-québécois

réunissant

324

participants

► Produit

Les données statistiques concernant le Service civique

► Évalué

les **séjours de cohésion** et les **missions d'intérêt général** du Service national universel

► Exploité

3 ENQUÊTES

- sur l'**activité des jeunes en dehors du collège** (AJEC) au prisme de leur engagement associatif
- sur l'**engagement associatif et les dons (ENEAD)** notamment concernant les jeunes
- sur l'**engagement** des jeunes sur le **climat**

VIE ASSOCIATIVE

L'INJEP pilote le service statistique ministériel en charge de la vie associative et publie régulièrement les Chiffres clés de la vie associative. En 2022, l'institut a notamment exploité plusieurs enquêtes sociologiques et statistiques pour mieux comprendre les évolutions auxquelles sont confrontées les associations, ainsi que les modalités d'engagement des Français jeunes ou moins jeunes au sein des associations.

Le mécénat de compétences *et ses effets sur le monde associatif*

Cette enquête inédite porte sur la mise en œuvre et les conséquences du mécénat de compétences sur les associations. Celui-ci est défini comme la mise à disposition de salariés par les entreprises, qui, sur leur temps de travail, réalisent des missions d'intérêt général. L'objectif est de mieux comprendre le recours à cette forme particulière de mécénat, ses conditions d'accès pour les associations et ses effets sur leur modèle socio-économique, leur professionnalisation et leurs fonctions sociopolitiques. Cette étude éclaire plus généralement sur les mutations du secteur associatif et sur la porosité toujours plus grande entre entreprises à capital et organismes à buts non lucratifs. Ce nouveau projet de recherche fait suite à une première recherche qui avait pour objectif de comprendre les motivations et les conditions de l'entrée des salariés dans le mécénat de compétences ainsi que ses effets sur les parcours de vie de ces derniers. Les premiers résultats de la recherche, attendus au deuxième trimestre 2023, combleront un point aveugle dans la connaissance des nouvelles dynamiques associatives et des acteurs émergents dans ce secteur.

« L'engagement sous toutes ses formes » : une enquête inédite

Cette enquête statistique de grande ampleur a été menée en 2021 auprès de plus de 10 000 personnes de 16 ans et plus. Elle porte sur leur participation à la vie associative et les dons qu'ils font aux associations. L'enjeu majeur est de répondre au besoin de collecter des données de référence sur l'engagement associatif des Français. Notamment pour savoir dans quelles mesures l'engagement associatif revêt ou non plusieurs formes (adhésion, bénévolat, salariés, membre de

l'équipe dirigeante, donateurs...), et mieux connaître l'ensemble des dons effectués (dons déductibles des impôts ou non, dons en nature...) en fonction des caractéristiques sociodémographiques des individus. Les premiers résultats ont été publiés (cf infographie), et plusieurs autres publications sont prévues à partir de **cette enquête qui a vocation à être réitérée tous les cinq ans.**

Le bénévolat associatif *des collégiens en perspective*

L'exploitation de l'enquête sur les activités des jeunes en dehors du collège indique que **les adolescents de 13 ou 14 ans se déclarent très majoritairement désireux de participer à la vie associative** : 82 % d'entre eux envisagent, dans les années à venir, de s'engager comme bénévole, dont une moitié « certainement », et l'autre « probablement ». La lutte contre les discriminations est le domaine qui les attire le plus, devant la protection de l'environnement, le secourisme, l'aide aux personnes en difficulté et le sport. Cette volonté d'engagement est plus forte quand un des parents est bénévole, ainsi que chez les filles et les descendants d'immigrés. Par ailleurs, la protection de l'environnement intéresse plus les meilleurs élèves et les enfants de cadres alors que le bénévolat dans un domaine social mobilise plus les jeunes vivant dans une famille monoparentale.

Mieux comprendre *la démarche d'« aller vers »*

Le numéro 59 de la revue de l'INJEP Les Cahiers de l'action est consacré aux démarches d'« aller-vers », qui invitent à ré-interroger les manières de penser l'action publique et associative. Dans le champ du travail social, les démarches d'« aller vers » – aller au-devant des publics en sortant d'une logique de guichet – ouvrent des horizons d'action et de réflexion. Ces démarches portent l'ambition de construire entre les divers intervenants sociaux (travailleurs sociaux, éducateurs du monde de l'éducation populaire, salariés d'association ou formateurs) et leurs publics une relation de soutien plus « habilitante », en visant à développer les aptitudes de la personne soutenue, dans une logique de lutte contre le non-recours aux droits, mais aussi d'émancipation individuelle et collective. Conformément à sa vocation, **la revue des Cahiers de l'action met en avant des initiatives concrètes, des interventions sur « le terrain », croisées avec le regard de chercheurs.**

**"LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
INTÉRESSE PLUS LES MEILLEURS ÉLÈVES
ET LES ENFANTS DE CADRES ALORS QUE
LE BÉNÉVOLAT DANS UN DOMAINE SOCIAL
MOBILISE PLUS LES JEUNES VIVANT DANS UNE
FAMILLE MONOPARENTALE"**

Nos chiffres-clés sur la vie associative



Don, adhésion, bénévolat

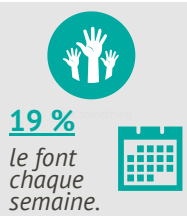
2 Français sur 3

impliqués dans la vie associative en 2021



27 %

des Français âgés de 16 ans et plus ont fait du bénévolat associatif au moins une fois au cours des douze derniers mois



41 %

des Français ont participé aux activités d'une association au moins 1 fois au cours des 12 derniers mois



en incluant les bénévoles mais aussi l'ensemble des adhérents, volontaires, militants, etc.

La moitié des Français âgés de 16 ans et plus ont fait au moins un don à une association au cours des douze derniers mois.



À autres caractéristiques similaires,

les personnes qui avaient un parent ou un proche bénévole ou donateur quand elles étaient jeunes ont

beaucoup plus de chances



de faire à leur tour du bénévolat ou des dons pour une association **+ 25 points**

Toutes les publications INJEP sur la vie associative



► L'épreuve du premier salarié dans le monde associatif - Déséquilibres sur la gouvernance, l'organisation du travail et le modèle de financements

► Des liens et des lieux : l'"aller vers" en pratiques

► L'alimentation à la croisée des champs de l'action publique et de la vie associative

► Quatre collégiens sur cinq envisagent de devenir bénévoles dans une association

► Fiches régionales de la vie associative 2022

● Coll. INJEP notes & rapports

● Fiches régionales

● INJEP analyses & synthèses

● "Cahiers de l'action"

On retiendra

Dans le **domaine de la vie associative**, l'INJEP a

► Exploité

3

enquêtes

- **l'activité des jeunes en dehors du collège (AJEC)** au prisme de leur engagement associatif
- **l'engagement associatif et les dons (ENEAD)** notamment concernant les jeunes
- **le mécénat de compétences** en associations

► Assuré

18

interventions extérieures

DONT 10 À PARIS

ou **région parisienne**

5

en province

ET 1 AU CANADA

► Édité

5 PUBLICATIONS

ÉDUCATION

POPULAIRE

L'INJEP partage une longue histoire commune avec les mouvements d'éducation populaire, et continue aujourd'hui à étudier et éclairer leurs dynamiques. L'institut soutient notamment quatre travaux de recherche dans le domaine de l'animation socioculturelle, sélectionnés dans le cadre d'un appel à projets inédit lancé en 2022. Il a aussi publié une enquête originale sur les Universités populaires. L'INJEP suit enfin de près la situation des professionnels de jeunesse, notamment les jeunes diplômés du BAFA ou du BPJEPS et participe au Comité de filière animation.

Universités populaires : *entre accès aux savoirs, sociabilité et solidarité*

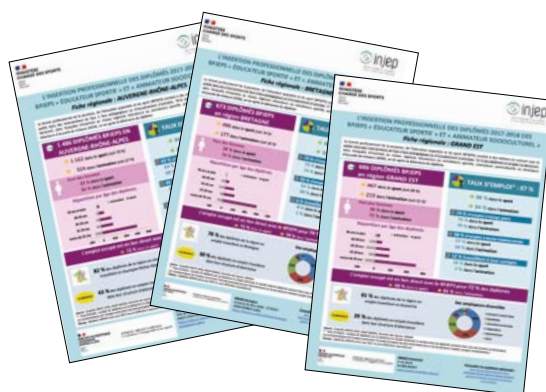
Dans les années 1980, les universités populaires ont connu un nouvel essor qui s'est amplifié au début des années 2000. Leur activité reste cependant peu documentée, ce qui a conduit le CERLIS et l'INJEP à réaliser une enquête pour mieux caractériser ces associations d'éducation populaire. Plus d'une centaine d'universités se revendiquant comme « populaires » sont en activité. Elles doivent faire face aux mêmes difficultés que les autres associations des secteurs culturels et de loisirs (équilibre financier, équipement, locaux, engagement des bénévoles, recours au salariat, participation des publics, gouvernance associative), mais elles se distinguent par la manière dont elles cherchent à développer un « partage des savoirs » caractérisé par un principe d'ouverture à tous. **Elles combinent ainsi de manière originale une offre de loisirs cognitifs et des dispositifs de maintien ou de renforcement du lien social** qui n'en font ni tout à fait des associations culturelles comme les autres, ni tout à fait des associations de solidarité comme les autres.

L'insertion professionnelle *des diplômés BPJEPS*

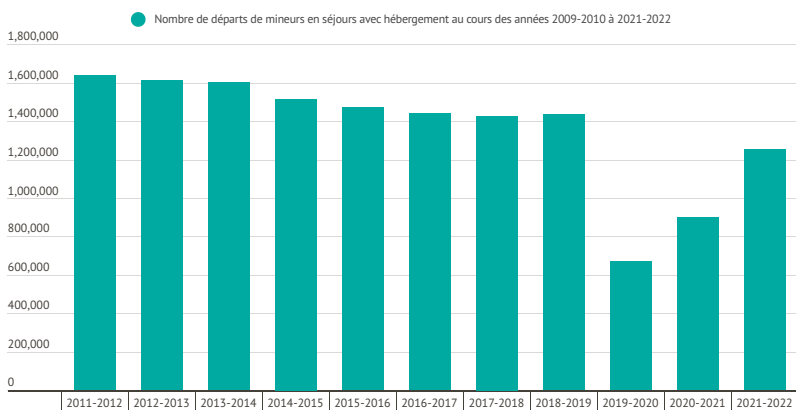
Un peu plus de 12 000 personnes ont obtenu un brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) entre mai 2020 et avril 2021 (hors équivalence), soit un volume comparable aux années précédentes. Début 2022,

au moins 9 mois après leur sortie de formation, un peu plus de huit diplômés sur dix sont en emploi, un niveau comparable à la situation avant COVID. Parmi eux, 69 % déclarent que leur emploi principal est en relation directe avec leur formation BPJEPS : ils sont 66 % dans le sport et 77 % dans l'animation. Par rapport à l'année précédente, cela représente une baisse moyenne de près de cinq points, en grande partie imputable à la crise du COVID.

Par ailleurs, les diplômés de 2018 ont été interrogés en 2019 afin de connaître leur situation professionnelle au moins neuf mois après leur sortie de formation dans le cadre d'une collaboration entre l'INJEP, le ministère chargé des sports et les délégations régionales académiques à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES). En 2022, une note, accompagnée de fiches infographiques régionales inédites, apporte des points de repères fiables sur l'emploi des diplômés avant la crise, tant au niveau national qu'au niveau régional. Elle présente notamment pour la première fois des résultats se-



Nombre de départs de mineurs en séjours avec hébergement au cours des années 2011-2012 à 2021-2022



Source : MENI-DJEPVA, base de données SIAM, traitement INJEP-MEDES, situation au 1ernovembre 2022

Champ : tous types d'accueils collectifs de mineurs avec hébergement ayant accueilli au moins sept mineurs, organisés en dehors du cadre scolaire, à l'exception des séjours dans une famille et des accueils de scoutisme.



lon la spécialité du diplôme (éducateur sportif ou animateur socioculturel) et les mentions les plus fréquemment délivrées.

Fréquentation des accueils collectifs de mineurs en 2021-2022

Après la baisse historique liée à la crise sanitaire enregistrée durant l'année scolaire 2019-2020, la reprise de l'activité des accueils collectifs de mineurs (ACM) se confirme en 2021-2022.

Les accueils de loisirs proposent un nombre de places comparable à ce qu'il était avant la crise sanitaire en péri-scolaire (jusqu'à 1,8 million le soir après la classe) et supérieur en période de congés scolaires (jusqu'à 1,2 million en juillet). Ce n'est pas le cas pour les colonies et autres séjours de vacances : leur niveau de fréquentation se redresse depuis 2020 mais reste inférieur à ce qu'il était avant la crise. On dénombre 1,25 million de départs d'enfants ou d'adolescents en 2021-2022 contre seulement 670 000 en 2019-2020, encore loin des 1,44 million de départs enregistrés en 2018-2019.

Toutes les publications Sur l'éducation populaire



► Les universités populaires: entre accès aux savoirs, sociabilité et solidarité

► L'alimentation à la croisée des champs de l'action publique et de la vie associative

► Fréquentation des accueils collectifs de mineurs

► BAFA/BAFD 2011-2021

► L'insertion professionnelle des diplômés BPJEPS éducateur sportif et animateur socioculturel avant la crise sanitaire. Résultats nationaux et régionaux

► Les diplômés 2020-2021 d'un BPJEPS éducateur sportif ou animateur

► La fabrique de l'éducation populaire et de l'animation

● Coll. INJEP notes & rapports

● INJEP analyses & synthèses

● Mises en ligne statistiques

● Fiches "Repères"

● "Cahiers de l'action"

● Repères bibliographiques

On *retiendra*

Dans le domaine **de l'éducation populaire** l'INJEP a

► Lancé

1 appel à projets de recherche sur l'animation socio-culturelle

et sélectionné

4 PROJETS

► Édité

Les données statistiques annuelles sur les accueils collectifs de mineurs et les diplômes de l'animation BAFA-BAFD et les fiches repères correspondantes.

1 RAPPORT

1 numéro des "Cahiers de l'action"

► Organisé

3

Conférences-débat

RÉUNISSANT

215

Participants

SPORT ET

PRATIQUES SPORTIVES

Service statistique du ministère en charge des sports, l'INJEP publie les données de référence sur les licences sportives, la pratique physique et sportive, le poids économique et l'emploi dans le secteur sportif. L'institut produit de plus régulièrement des études pour mieux comprendre ce secteur et ses évolutions, par exemple sur l'homophobie et les problématiques de genre dans le sport. L'INJEP s'investit également dans l'évaluation de dispositifs tels que le Pass'Sport et « 2h de sport en plus au collège ».

Les pratiques physiques et sportives *sous tous les angles*

L'INJEP a été particulièrement mobilisé à l'occasion de la publication de l'ouvrage annuel France, portrait social de l'INSEE, en coordonnant avec le DEPS [service statistique du ministère de la Culture] sa partie « éclairages », qui dresse en 2022 un panorama complet des pratiques sportives et culturelles des Français. L'INJEP a ainsi produit trois articles mobilisant pour deux d'entre eux sa grande enquête décennale nationale de 2020 sur les pratiques physiques et sportives (ENPPS), menée auprès de 12 000 personnes. Le premier article analyse dans le détail les activités physiques et sportives des plus de 15 ans, et démontre notamment qu'elles sont un **phénomène massif puisque 2/3 des Français ont une activité physique régulière, même si on enregistre un différentiel de près de dix points entre les sexes** (71 % des hommes contre 60 % des femmes). Les sports les plus accessibles, nécessitant peu de matériel sont plébiscités (gymnastique, marche sportive, natation, jogging, musculation et vélo). Le deuxième article s'intéresse aux différences de pratiques selon le territoire rural ou urbain et propose de démêler ce qui est propre aux territoires et de qui tient aux différences de profil sociodémographique de leurs habitants. **Les raisons de pratiquer ou non un sport sont principalement les mêmes dans l'urbain et le rural ;** néanmoins, le coût de la pratique sportive est un frein davantage présent dans l'urbain, tandis que le contact avec la nature est une motivation propre au rural. Au-delà de la pratique sportive, le dernier article décrit quant à lui les pratiques culturelles associées au sport (émission télé, radio, jeux vidéo, etc.), autant d'activités révélatrices des clivages de genre et générationnels qui participent de ce grand portrait social des Français aujourd'hui.

Le sport *c'est la santé ?*

Cette publication de la collection Fiches repères présente un tour d'horizon des liens entre pratique sportive et santé : la santé comme motivation à la pratique, l'état de santé physique et psychologique des sportifs, et enfin les problèmes de sommeil et d'addictions chez les sportifs et non-sportifs. Dans l'ensemble, les pratiquants d'une activité sportive se déclarent plus souvent en bonne santé et semblent moins affectés par des problèmes psychologiques et moins sujets aux addictions. Il est toutefois compliqué de déterminer des liens causaux dans ces relations. Si la pratique sportive peut améliorer l'état de santé, un problème de santé peut inversement affecter cette pratique : la diminuer en raison de difficultés physiques, ou l'augmenter pour améliorer sa santé. En outre, la pratique sportive comme l'état de santé d'un individu ont tous deux des liens avec d'autres caractéristiques comme l'âge ou le sexe.

Sport et *questions de genre*

Ce numéro d'Agora Débats-Jeunesses s'intéresse au rôle des institutions sportives dans la « fabrique » des masculinités et des féminités des jeunes. En tant que « marqueur » indéniable de la jeunesse impliquant la mise en jeu du corps, le sport apparaît comme un contexte particulièrement intéressant pour étudier l'incorporation du genre. En effet les jeunes sportifs travaillent, dans et par leur pratique sportive, leur rapport au corps et au monde, qu'ils ont intériorisé auparavant dans d'autres sphères du social. Mobilisant des méthodes variées et des perspectives d'analyse originales, les articles rassemblés montrent par quels processus certaines socialisations sportives participent à la reproduction de l'ordre du genre, quand d'autres permettent de le questionner, mais sans jamais réellement le renverser.

Toutes les publications sur le sport



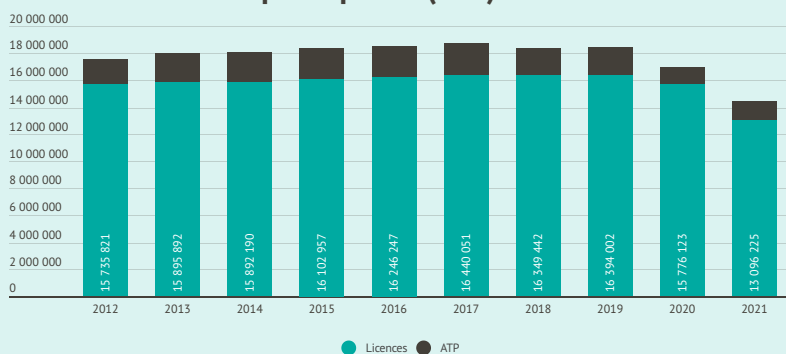
- Recensement annuel des licences et clubs sportifs 2021
- Les diplômés 2020-2021 d'un BPJEPS éducateur sportif ou animateur
- Le poids économique du sport en 2020
- France portrait social : Eclairages : les loisirs et la culture (3 articles)
- Les sports de nature en France - Points de repères et tendance 2020
- Les LGBTI-phobies dans le monde sportif - Une analyse de l'hétéronormativité dans les sections sport de combat de deux associations franciliennes
- Pratique sportive et état de santé
- Construction des féminités et des masculinités juvéniles dans le sport
- L'insertion professionnelle des diplômés BPJEPS éducateur sportif et animateur socioculturel avant la crise sanitaire. Résultats nationaux et régionaux

- Coll. INJEP notes & rapports
- INJEP analyses & synthèses
- Mises en ligne statistiques
- Fiches "Repères"
- Agora débats/jeunesses
- Parution extérieure

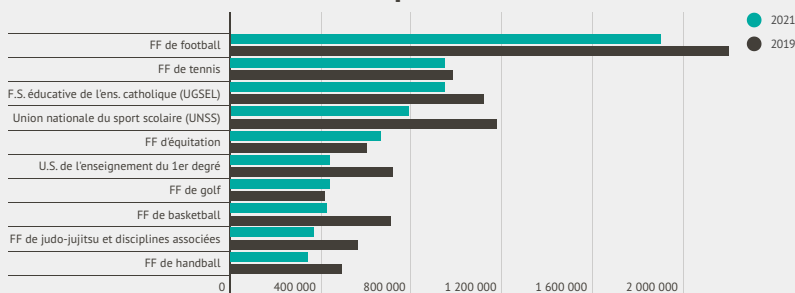
Nos chiffres-clés sur le sport



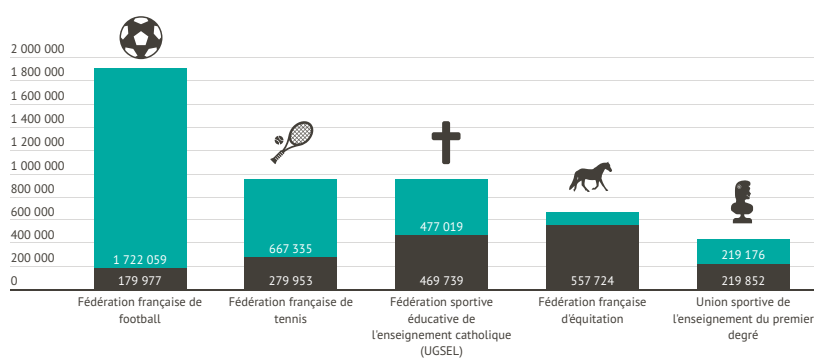
Évolution annuelle du nombre de licences et d'autres titres de participation (ATP)



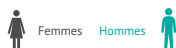
Les 10 fédérations délivrant le plus de licences en 2021



Le top 5 des fédérations délivrant le plus de licences selon le sexe en 2021



Source : recensement des licences sportives de 2021, INJEP



On retiendra

Dans le domaine du sport l'INJEP a

► Exploité

3 ENQUÊTES

1. L'enquête nationale sur les pratiques physiques et sportives (ENPPS) **sur un échantillon de 12 000 personnes**
2. L'enquête pour le Baromètre national des pratiques sportives **sur un échantillon de 4 000 personnes**
3. L'enquête sur l'insertion des diplômés de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (IDJEPS)

► Initié

3 ÉVALUATIONS DE politiques sportives

- Pass'Sport
- 2h de sport de plus au collège
- L'impact des Jeux olympiques et paralympiques 2024

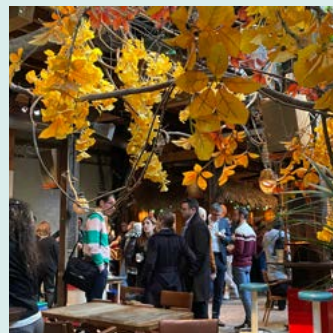
1 ENQUÊTE

Violences et victimation dans les loisirs encadrés pendant l'enfance et le sport tout au long de la vie.

► Édité

10 PUBLICATIONS

Expérimentation et recherche





EXPÉRIMENTATION

ET ÉVALUATION

L'INJEP anime le Fonds d'expérimentation pour la jeunesse (FEJ). Depuis sa création en 2009, plus de 800 projets expérimentaux ont été soutenus en faveur des jeunes, et ont bénéficié d'une évaluation. Une trentaine d'expérimentations arrivent à leur terme, et dix nouvelles expérimentations ont été sélectionnées en 2022. L'INJEP pilote également plusieurs évaluations de politiques publiques, par exemple sur le Service national universel, les Cités éducatives ou le Pass'Sport.

De nouvelles expérimentations en Outre-mer

L'appel à projets « Prévenir et lutter contre le décrochage scolaire et favoriser l'insertion par la lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme des jeunes ultramarins » a été lancé par le Fonds d'expérimentation pour la jeunesse au printemps 2022. La sélection des projets s'est appuyée sur les enseignements des expérimentations passées, parmi lesquels **la nécessité de diagnostiquer le plus tôt possible les élèves en difficulté sur l'assimilation des compétences de base en écriture, lecture et calcul**, de proposer aux familles une plus grande place dans les actions mises en place, d'intégrer l'apprentissage d'une ou de plusieurs langues locales dans les programmes scolaires,

ou encore de former les membres de la communauté éducative et les « médiateurs » au repérage et à l'accompagnement des enfants et des jeunes en difficulté de lecture, d'écriture ou avec les outils numériques.

Ainsi, sur les territoires de Mayotte, Martinique, La Réunion, Guadeloupe et Guyane, **seront testés des dispositifs au bénéfice de publics jeunes diversifiés, comme des outils d'apprentissage (réalisation de livres numériques, écriture radio, etc...), de nouvelles méthodes d'accompagnement (séjours collectifs, association des parents), ou encore des actions de formation des acteurs du territoire sur la médiation numérique.** Ces expérimentations d'une durée de 2 à 3 ans seront évaluées. Leur démarrage interviendra au printemps 2023, après sélection des équipes d'évaluation par l'INJEP.

Toutes nos publications **sur l'expérimentation et l'évaluation**



► Déploiement du SNU sur l'ensemble du territoire français en 2021 - Enseignements de l'évaluation des séjours de cohésion.



► Déploiement du SNU sur l'ensemble du territoire français - Enseignements de l'évaluation des séjours de cohésion de février 2022.



► SNU - Séjours de cohésion 2022 : des motivations et expériences vécues plurielles.



► Évaluation nationale des cités éducatives : Premiers enseignements sur l'appropriation du programme en matière de continuité éducative, d'orientation-insertion et de relation avec les familles.



► Développer les compétences socio-comportementales des élèves - Un levier pour améliorer les résultats scolaires dans les collèges défavorisés.



● Coll. INJEP notes & rapports
● INJEP analyses & synthèses

« PRÉVENIR ET
LUTTER CONTRE
LE DÉCROCHAGE
SCOLAIRE ET
FAVORISER
L'INSERTION PAR
LA LUTTE CONTRE
L'ILLETTRISME ET
L'ILLECTRONISME
DES JEUNES
ULTRAMARINS »



L'évaluation nationale des Cités éducatives

Mises en place depuis 2019 dans certains quartiers prioritaires de la politique de la ville, les Cités éducatives reposent sur le renforcement d'une communauté éducative comprenant les professionnels de l'éducation, les parents, les services de l'État, les collectivités et les associations.

Mandaté par l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT), l'INJEP pilote l'évaluation nationale qui s'articule autour de trois thématique : la mise en œuvre et les effets de la continuité éducative sur le parcours des enfants et des jeunes ; les parcours d'orientation, d'insertion et de formation pour les 11-25 ans ; les effets de la cité sur la place des familles dans les coopérations éducatives. Elle porte sur les 80 premières cités éducatives labellisées et se poursuivra jusqu'en décembre 2023. Un rapport, paru en mai 2022, délivre les premiers enseignements en consolidant les analyses issues des rapports intermédiaires des équipes d'évaluateurs. Il interroge les différents niveaux d'appropriation de la stratégie nationale par les acteurs institutionnels et opérationnels ainsi que leur potentielle traduction en nouvelles méthodes de travail, actions et partenariats. Il permet également d'identifier les facteurs qui freinent ou facilitent le déploiement de ce programme.

Le programme

« Exploiter tout son potentiel »

Ce programme de l'association Énergie Jeunes coordonne des séances de discussions en classe visant à développer les compétences socio-comportementales (motivation, persévérance et autodiscipline) des élèves de collèges défavorisés. Les résultats de l'évaluation conduite entre 2014 et 2019 indiquent **un impact positif sur les résultats scolaires, en particulier chez les filles, les élèves sans difficultés de comportement et les non-boursiers**. Cet impact s'accompagne d'un changement d'état d'esprit des élèves, d'une amélioration de leurs comportements au collège et d'un ajustement de leurs aspirations. L'effet est moins fort et plus tardif sur les garçons et les élèves de milieux défavorisés qui ressentent les effets seulement à partir de la 3^e. **Bien que l'effet de cette intervention soit de faible ampleur, son rapport coût-bénéfice est remarquable au regard d'autres dispositifs comparables.**

On *retiendra*

Dans le **domaine de l'expérimentation et de l'évaluation**, l'INJEP a :

► Engagé

3,5 M€

pour l'appel à
projets ultra-marins

► Réceptionné

68 CANDIDATURES

de projets expérimentaux

► Organisé

5 JURYS TERRITORIAUX

pour sélectionner
10 expérimentations

► Piloté

30

expérimentations
en cours

3

grandes
évaluations
nationales

► Édité

5

PUBLICATIONS

SOUTIEN

À LA RECHERCHE

L'INJEP soutient la recherche en sciences sociales sur la vie associative, l'éducation populaire, la jeunesse et le sport. Avec l'objectif de faire dialoguer des univers qui trop souvent s'ignorent : les pouvoirs publics, les acteurs et actrices de terrain et les chercheurs et chercheuses. L'INJEP édite une revue académique de référence sur la jeunesse (*Agora débats/jeunesses*) et finance des travaux de recherche via des appels à projets thématiques. Enfin, l'Institut a lancé en 2022 son premier Prix de thèse.



Des appels à projets pour soutenir la recherche

Depuis de nombreuses années, l'INJEP soutient des projets de recherche portés par des équipes universitaires, en partenariat éventuel avec d'autres institutions publiques, afin de contribuer à la production de connaissances sur la jeunesse, l'éducation populaire, la vie associative et le sport. Les rapports de recherche issus de ces travaux enrichissent les publications de l'Institut.

Depuis peu, ce soutien à la recherche se structure autour d'appels à projets thématiques s'adressant aux laboratoires de recherche de sciences humaines et sociales et invitant à des travaux dans des disciplines scientifiques variées (sociologie, économie, sciences de l'éducation, géographie, histoire...).

Deux appels à projets ont été lancés en 2022, l'un sur l'animation socioculturelle et l'autre sur le logement des jeunes.

L'ANIMATION SOCIOCULTURELLE

Cet appel à projets était structuré autour de deux axes. D'une part, mieux comprendre les parcours des professionnels de l'animation, au regard de leurs conditions de travail et d'emploi. D'autre part, documenter les attentes et expériences vécues par les jeunes participant à une colonie de vacances ou un accueil de loisirs, en fonction de l'âge et leur genre, ainsi que les motivations de leurs parents.

Quatre projets ont été sélectionnés dans le cadre de cet appel à projets permettant de s'interroger particulièrement sur la période du collège, les difficultés des carrières professionnelles et le point de vue des enfants.

L'ACCÈS AU LOGEMENT DES JEUNES

Cet appel à projets a pour ambition de saisir les conditions d'accès aux logements des jeunes et leurs difficultés, celles qui relèvent de leurs trajectoires individuelles et celles, plus structurelles, qui relèvent du marché de l'offre de logement et de ses règles. Il s'agit également de s'intéresser à l'expérience des jeunes et au sens qu'ils donnent à leur parcours résidentiel.

Cinq recherches ont été retenues dans le cadre de l'appel à projets, notamment sur les jeunes ruraux et les jeunes en situation de précarité, ainsi que sur les habitats de passage, l'accession à la propriété, la colocation et la mobilité territoriale.

Un vif succès pour la première édition du Prix de thèse de l'INJEP

Dans le cadre de son soutien au rayonnement de la recherche, et avec l'ambition de rapprocher les sphères administrative et scientifique, l'INJEP a créé son « Prix de thèse ». Ce prix vise à récompenser des travaux récemment publiés pour leur qualité exceptionnelle, leur originalité et leur intérêt dans les champs thématiques de l'INJEP.

Ce prix a vocation à être décerné annuellement, selon trois thématiques tournantes (Jeunesse, Vie associative et éducation populaire, Pratiques sportives). Pour l'édition 2022, il



« CE SOUTIEN À LA RECHERCHE SE STRUCTURE AUTOUR D'APPELS À PROJETS THÉMATIQUES S'ADRESSANT AUX LABORATOIRES DE RECHERCHE DE SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES »

a été choisi de soutenir les travaux en matière de vie associative et d'éducation populaire.

21 candidatures de grande qualité ont été reçues pour cette première édition. Le jury du Prix de thèse de l'INJEP, composé de 17 jurés, a désigné lauréate **Caroline Demeyere** pour sa thèse de doctorat en sciences de gestion intitulée « Gouvernance publique et collaboration gouvernements-associations dans l'action publique. Approche ethnographique des dynamiques relationnelles dans le champ des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes (1981-2020) ». Le prix d'un montant de 3 000 € lui a été décerné le 9 décembre 2022. Quatre autres thèses ont reçu une mention spéciale, distinction honorifique soulignant la qualité des travaux et leurs apports à la connaissance de la vie associative ou de l'éducation populaire.

Agora débats/jeunesse

La revue scientifique de l'INJEP



Créée en 1995 à l'initiative de l'INJEP, *Agora débats/jeunesse* est une revue de recherche scientifique classée en sociologie-démographie et en sciences de l'éducation. Elle entend promouvoir la réflexion et la connaissance sur la jeunesse et les politiques de jeunesse pour mieux comprendre les dynamiques contemporaines.

La revue s'adresse aux chercheurs, décideurs, responsables associatifs et professionnels de jeunesse. Elle contribue à soutenir la vitalité de la recherche et à étayer la réflexion collective.

Elle est publiée trois fois par an aux Presses de Science Po. En 2022, les trois numéros publiés ont porté sur :

- La construction des féminités et des masculinités juvéniles dans le sport
- Le parcours de jeunes en institutions
- La jeunesse dans les politiques locales : échelons de décision et partenariats.

On *retiendra*

Dans le champ du **soutien à la recherche** l'INJEP a :

► Réceptionné

21

candidatures au Prix de thèse de l'INJEP

23 CANDIDATURES

aux appels à projets de recherche

► Organisé

3

- jurys de sélection
- conférences débat sur les numéros d'**Agora débats/jeunesse** totalisant

135 PARTICIPANTS

et 606 vues

en replay sur le site **injep.fr**

► Sélectionné

9 PROJETS DE RECHERCHE

1

lauréate du Prix de thèse et **4 mentions spéciales**

► Publié

3 NUMÉROS

d'**Agora débats/jeunesse**

7

rapports de projets de recherche externes

DOCUMENTATION, VALORISATION & DIFFUSION

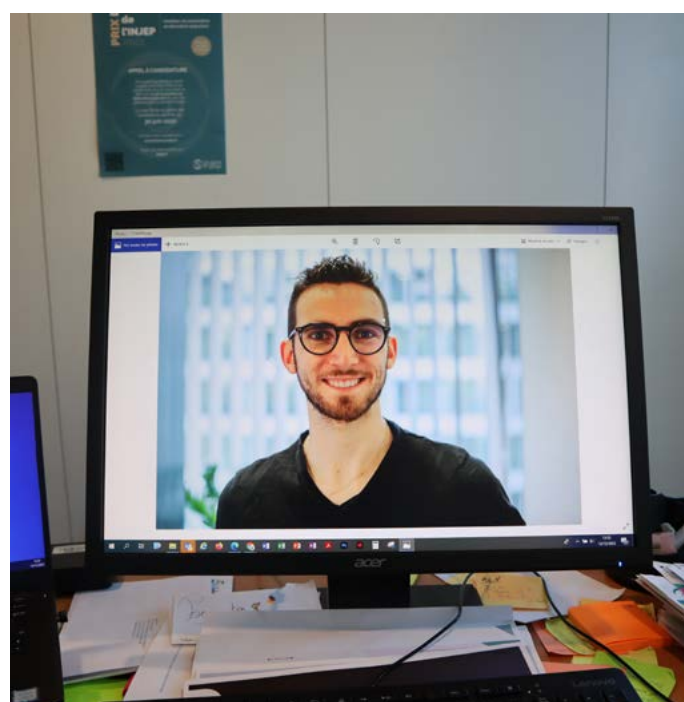
Les fonctions dites de support sont indispensables à l'activité de l'INJEP. L'activité éditoriale des publications papier et web de l'institut s'accompagne de l'organisation de nombreux événements. Par ailleurs, le Centre de ressources et de documentation met à la disposition des chercheurs et acteurs de terrain une collection spécialisée unique en France sur la jeunesse, l'éducation populaire et l'animation, la vie associative, et le sport.

Une offre documentaire enrichie

La mission documentation propose les services d'une bibliothèque ouverte à tous et assure une activité de veille documentaire et réglementaire à travers sa newsletter bi-mensuelle et la publication annuelle d'un recueil de textes juridiques. Plusieurs chantiers d'importance ont été menés cette année.

L'intégration du fonds documentaire du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse (FEJ), riche de milliers de rapports de mise en œuvre et d'évaluation des expérimentations menées depuis 2009, soit environ 700 expérimentations, 38 appels à projets et 8 rapports annuels, a eu lieu en décembre 2022.

De plus, le fonds documentaire a été en partie dématérialisé, avec une réduction des abonnements imprimés pour favoriser les accès en ligne, notamment sur la plateforme Cairn. L'INJEP reste abonné à 35 revues et périodiques en version imprimée.



Enfin, la **fonction de la veille documentaire interne a été renforcée avec de nouvelles thématiques** : Service National Universel, Mentorat, Animation, Sport, Nominations, Cités éducatives, Engagements des jeunes pour le climat, Chiffres clés de la jeunesse, Contrat d'engagement Jeune, etc.

De nouveaux

« *Rendez-vous de la Doc'* »

Le Rendez-vous de la Doc' est un évènement d'une heure qui propose la présentation de travaux par leurs auteurs et un temps d'échanges avec le public. Initialement proposé en interne, cet évènement s'est ouvert au plus grand nombre en format hybride, permettant que chacun sur place ou en visio-conférence puisse participer, notamment les publics habitant hors de l'Ile-de-France. Cinq sessions se sont tenues en 2022 qui ont donné lieu à la réalisation de bibliographies, et sont disponibles en replay sur le site de l'INJEP.

Pour des savoirs accessibles et partagés

Engagé de longue date dans une politique de valorisation et de diffusion des connaissances à un large public, l'INJEP a poursuivi l'ajustement de ses productions et la diversification de ses canaux de diffusion en 2022. En ma-

"LE FONDS DOCUMENTAIRE A ÉTÉ EN PARTIE DÉMATÉRIALISÉ, AVEC UNE RÉDUCTION DES ABONNEMENTS IMPRIMÉS POUR FAVORISER LES ACCÈS EN LIGNE, NOTAMMENT SUR LA PLATEFORME CAIRN"

tière d'édition, les publications de synthèse ont été renforcées. Les rapports d'étude sont désormais systématiquement accompagnés d'une synthèse et la collection renouvée des Fiches Repères permet de livrer les résultats des enquêtes statistiques annuelles ou d'éclairer des concepts ou politiques publiques en deux pages.

Les événements organisés par l'INJEP sont gratuits et ouverts à tous, ils contribuent au partage des connaissances et à l'animation du débat public. Leurs captations sont désormais systématiquement mises à disposition durablement sur le site internet et davantage d'événements ont été organisés en ligne ou en hybrides. Ils permettent d'ouvrir ces échanges à un public élargi et géographiquement éloigné.

Utiliser le numérique au service de la diffusion des connaissances est au cœur de la stratégie digitale de l'Institut, dont les réseaux sociaux font partie intégrante. L'INJEP a multiplié les posts, les vidéos, les infographies pour valoriser les travaux, nouvelles publications ou interventions des chargés d'étude. Particulièrement investi en 2022, le compte LinkedIn de l'INJEP a gagné plus de 3 000 abonnés.

Le pôle administratif et financier

L'INJEP dispose également d'un pôle administratif et financier (PAF) qui assure la gestion administrative, juridique et financière de l'Institut. Il assure la programmation, l'exécution et le suivi des crédits et a notamment en gestion les crédits du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse.

Il contribue et supervise aussi la rédaction et le suivi des marchés publics en assistant les missions dans la passation des marchés et appels d'offres. Il a la responsabilité du suivi des procédures et du respect des calendriers. **C'est un rouage fondamental pour l'ensemble de l'activité de l'INJEP.**

On *retiendra*

En matière de **documentation, valorisation et diffusion** l'INJEP a

► Intégré

697

notices
d'expérimentations

issues du Fonds
d'expérimentation
pour la jeunesse

► Réalisé

226 VEILLES THÉMATIQUES

**dont 23 lettres
INJEP Veille & Actus**

9 INTERVIEWS VIDÉO

et 10 captations

**totalisant plus de
6 000 vues**

► Organisé

5

Rendez-vous de la Doc'
qui ont réuni plus de
500 participants

6 CONFÉRENCES-DÉBATS

1

- Forum franco-qubécois
- Cérémonie de remise
du **Prix de thèse de l'INJEP**

► Édité

51 PUBLICATIONS

Organisation





CSO : RENFORCER

LES LIENS AVEC

LES PARTENAIRES

Un conseil scientifique et d'orientation (CSO) composé *d'un collège scientifique et d'un collège partenarial*

Collège scientifique

- l'Institut national de la statistique et des études économiques
- l'Institut national d'études démographiques
- la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques
- la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques
- la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance
- le Département des études, de la prospective et des statistiques
- le Centre d'études et de recherches sur les qualifications
- la Caisse nationale d'allocations familiales

Personnalités qualifiées

- Wladimir ANDREFF
- Thierry BERTHET
- Laurent BESSE
- Sandrine DAUPHIN
- Camille HAMIDI (présidente de la Commission Vie associative, Education populaire et Sport)
- Elise HUILERY
- Patricia LONCLE (présidente de la Commission Jeunesse et Politiques de jeunesse)
- Viviane TCHERNONOG
- Joël ZAFFRAN

Collège partenarial

- la Direction des sports
- la Direction générale de l'enseignement scolaire
- la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle
- la Délégation générale à l'emploi et la formation professionnelle
- une Direction régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et au sport
- l'Inspection générale de l'éducation nationale, du sport et de la recherche
- l'Agence nationale de la cohésion des territoires
- l'Association des régions de France
- l'Assemblée des départements de France
- l'Agence du service civique
- l'Agence nationale du sport

Personnalités qualifiées

- le Forum français de la jeunesse
- le Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP)
- le Mouvement associatif

Le Conseil scientifique et d'orientation (CSO) réunit les principaux partenaires de l'INJEP afin de discuter et d'orienter les activités et travaux de l'Institut. Composé d'un collège scientifique et d'un collège de partenaires associatifs et administratifs, il se prononce notamment sur le programme de travail de l'INJEP. Les échanges se poursuivent au sein de deux commissions thématiques réunissant membres du CSO et agents de l'INJEP, afin de partager et d'enrichir les études de l'Institut en cours.

Mot du président

Philippe Da Costa



J'ai l'honneur de présider les instances de gouvernance de l'INJEP depuis de nombreuses années, et j'ai pu ainsi voir l'évolution de cet organisme dont le rôle est à mon sens fondamental pour éclairer les politiques publiques en matière de jeunesse, de vie associative, d'éducation populaire et de sport. Le Conseil scientifique et d'orientation a toujours été un espace extrêmement riche favorisant des regards croisés sur les travaux menés par les équipes de l'INJEP en associant des représentants institutionnels, des acteurs associatifs, des chercheurs. C'est une interface de dialogue continue avec l'ensemble des acteurs, notamment grâce à la mise en place des commissions thématiques.

De riches échanges au sein du Conseil scientifique et d'orientation

Le Conseil scientifique et d'orientation de l'INJEP se réunit deux fois par an dans sa formation plénière. Le rôle de celle-ci est de se prononcer sur le projet de service, le programme annuel de travail et le rapport annuel d'activité de l'Institut, de discuter des travaux transversaux présentés par leurs auteurs et d'émettre des propositions et avis sur l'activité de l'Institut.

En 2021, le Conseil scientifique et d'orientation a décidé de mettre en place deux commissions thématiques pour approfondir les échanges avec les membres de l'INJEP, notamment sur le plan méthodologique. La commission Vie associative, Education populaire et Sport est présidée par Camille HAMIDI, et la Commission Jeunesse et Politiques de jeunesse par Patricia LONCLE. Composées de membres du CSO et d'agents de l'INJEP, les réunions de chaque commission s'ouvrent désormais à des participants extérieurs, afin de stimuler la réflexion collective et d'enrichir les connaissances de chacun. En 2022, les deux commissions thématiques ont été réunies chacune trois fois, en vue d'échanger avec les membres du conseil sur les travaux à l'INJEP, sur la base d'une présentation approfondie d'une ou deux études ou enquêtes en cours.

On *retiendra*

En 2022, au titre de son conseil scientifique et d'orientation, l'INJEP a

► Organisé

2

séances plénières

6

réunions de commissions thématiques

► Réuni

10 DIRECTIONS

ou services d'administration centrale

9

chercheurs et chercheuses

4 ÉTABLISSEMENTS

PUBLICS NATIONAUX

3

- agences nationales (groupements d'intérêt public)

- représentants du monde associatif

2 REPRÉSENTANTS

des collectivités territoriales

LES PARTENAIRES

DE L'INJEP

L'INJEP entretient de nombreuses collaborations, tant avec des partenaires institutionnels qu'avec des universités et des laboratoires de recherche, ou encore avec les autres services statistiques ministériels ou des associations et collectifs.

Partenaires institutionnels, organismes publics et services statistiques ministériels



Laboratoires et centres de recherche



Partenaires associatifs



Focus sur deux partenariats

Partenariat avec l'Institut français du monde associatif (IFMA)

L'Institut français du monde associatif a pour ambition de faire reconnaître le plus largement possible la contribution des associations à la société et à la démocratie et de répondre aux besoins de connaissance exprimés par le monde associatif. Depuis sa création en 2019, l'IFMA noue un partenariat étroit avec l'INJEP qui participe aux comités stratégique et scientifique. Il s'est concrétisé dans le cadre des appels à projets de recherche lancés en 2019 sur le fait associatif et en 2020 sur le monde associatif à la lumière de la crise COVID-19, dont les rapports seront publiés dans nos collections.

Le 5 décembre 2022, l'INJEP a contribué aux premières Rencontres nationales de l'Institut français du Monde associatif intitulées "Faire connaissance du monde associatif : une exigence sociétale et démocratique", par une intervention lors d'une table ronde intitulée "La connaissance du monde associatif, un chantier à poursuivre" et un atelier sur les pistes de recherche pour demain concernant la gouvernance et la démocratie associatives.

Partenariat avec la DREES sur les pratiques physiques et sportives dans l'enquête « Autonomie »

L'INJEP et la Direction des sports se sont associés à la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et de la statistique (DREES) des ministères sanitaires et sociaux, dans le cadre de son projet d'enquête "Autonomie".

Cette enquête a pour objectif de décrire précisément la situation des personnes en situation de handicap ainsi que celles des aidants familiaux. La Direction des Sports et l'INJEP participent aux travaux de conception de cette enquête qui ont débuté en septembre 2019. En particulier, ils participent à la refonte du questionnaire afin d'y inclure un module sur les pratiques physiques et sportives. Reportée en raison de la crise sanitaire, la collecte du volet ménage de l'enquête Autonomie s'est déroulée en 2022. Cette enquête fournira en 2024 des données de références sur la thématique "sport et handicap" jusqu'à présent absente des données produites par le système statistique public.

LES ÉQUIPES

AU 31/12/2022

DIRECTION

Directeur - Chef du service statistique ministériel : Augustin VICARD

Cheffe de projet : Malika KACIMI

Assistants de direction : Astou TOP BABOU - Soued KOUSSA

CONSEIL SCIENTIFIQUE ET D'ORIENTATION

Président : Philippe DA COSTA

Commission « jeunesse et politiques de jeunesse » : Patricia LONCLE

Commission « éducation populaire, vie associative et sports » : Camille HAMIDI

MISSION ENQUÊTES, DONNÉES ET ÉTUDES STATISTIQUES (SERVICE STATISTIQUE MINISTÉRIEL)

Cheffe de mission : Amélie MAUROUX

Adjointe à la cheffe de mission : Mathilde DIDIER

Chargé(e)s d'études et d'enquêtes statistiques :

- *Vie associative* : Mathilde DIDIER

- *Analyse économique du sport, emploi et formation* :

Philippe LOMBARDO

- *Accueils collectifs de mineurs* : Renaud FOIRIEN

- *Service civique et politiques de jeunesse* : Thomas VENET

- *Recensement des licences sportives* : Clément ANNE

- *Pratiques sportives et activités en dehors du collège* :

Valérie RAFFIN

- *Jeunesse, mobilité internationale et équipements sportifs* :

Cédric ZIMMER

Chargé d'études statistiques apprenti : Yousri KIME

Experts scientifiques : Jean-Paul CAILLE - Brice LEFEVRE

Post-doctorant : Yann LECORPS

MISSION ÉTUDES ET RECHERCHE

Chef de mission : Joaquim TIMOTÉO

Chargé(e)s d'études et de recherche :

- *Santé, sexualité et genre* : Yaëlle AMSELLEM-MAINGUY

- *Insertion professionnelle, accompagnement, entrepreneuriat* :

Julie COURONNÉ

- *Pratiques numériques des jeunes et Baromètre de la jeunesse* : X

- *Valeurs, engagement des jeunes et politiques de participation* :

Laurent LARDEUX

- *Pratiques sportives et culturelles* : Akim OUALHACI

- *Politiques territoriales de jeunesse* : Jordan PARISSE

- *Éducation populaire, animation, numérique* :

Emmanuel PORTE

- *Vie associative* : Mathilde RENAULT-TINACCI

- *Vulnérabilités, politiques sociales de jeunesse* :

Anne-Cécile CASEAU

Chercheuse associée : Constance CHEYNEL

Chargé d'études socio-économie apprenti : Thomas DOMINICHINI

MISSION DOCUMENTATION, CENTRE DE RESSOURCES

Cheffe de mission : Isabelle FIÉVET

Chargée de ressources documentaires - Documentaliste :

Agnès COCHET

Documentalistes : *Jeunesse, animation, éducation populaire*

et vie associative : Fabien SAGET - Brice RAVET.

Sports : Emmanuel SIDET

Assistante du Centre de ressources : Joëlle MONTAUBRIC

MISSION EXPÉRIMENTATION ET ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

Chef de mission : Olivier COSNEFROY

Chargée de mission : Martine CAMBON-FALLIERES

Chargé(e)s de projets : Huguette BOUZONNIE,

Elodie SANS-CHAGRIN

Chargé(e)s d'études et d'évaluation : Roxane BRICET, Samuel JAMES,

Tana STROMBONI, Sonia LOUHAB

MISSION VALORISATION ET DIFFUSION

Cheffe de mission : Katy BOUSQUET

Chargée d'édition : Marianne AUTAIN

Chargé de communication et d'édition : Roch SONNET

Responsable des outils de diffusion numérique :

Julie MOLNAR

Chargée des événements : Jasmin TIGIL

Chargée de diffusion : Djamilia OURIF

PÔLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Cheffe du pôle : Christine LOISON

Chargé(e)s de gestion administrative et financière : Fabienne HAMON,

Stéphanie MONNEREAU

Ils ont quitté l'INJEP en 2022 : Anne-Sophie COUSTEAUX, Chantal DAHAN, Bruno DIETSCH, Isabelle LACROIX, William MAMOU, Tino PELE, Zoé RAY SUBLET, Pierrick RUMEL, Romane URBANO, Arthur VUATTOUX





L'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) est un service à compétence nationale du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse (MENJ).

L'INJEP est à la fois un observatoire producteur de connaissances, un centre de ressources et d'expertise et le service statistique ministériel en charge des questions de jeunesse, d'éducation populaire, de vie associative et de sport.

Son positionnement : à la croisée des univers de la recherche, des statistiques publiques, des élus ou professionnels, l'INJEP est un expert de référence capable de produire des données et analyses qui bénéficient à la fois des apports de la recherche et de l'expérience de terrain. Grâce à ce positionnement spécifique, il joue un rôle de passerelle entre les différents acteurs.

Sa mission : contribuer à améliorer la connaissance dans ces domaines par la production de statistiques et d'analyses, l'observation, l'expérimentation et l'évaluation.

Son ambition : partager cette connaissance avec tous les acteurs et éclairer la décision publique.

Doté d'une équipe pluridisciplinaire regroupant environ 45 agents, **l'INJEP bénéficie d'une diversité de compétences** allant de la statistique publique, à la recherche, l'expérimentation et l'évaluation, en passant par les métiers de la documentation et de la communication.